

LES DÉPUTÉS ACCUSENT LA TUNISIE ET LA LIBYE D' EXPLOITER LES MIGRANTS À DES FINS LUCRATIVES

Un rapport du Parlement européen accuse la Tunisie d'expulser et de remettre des migrants à la Libye. Des députés européens ont présenté un rapport accusant la Tunisie d'« extradition » de migrants vers la Libye, sur la base des témoignages de 30 migrants expulsés entre juin 2023 et novembre 2024. D'après ce qui a été publié par le site State Trafficking, un groupe de chercheurs et d'universitaires anonymes soutenu par un certain nombre de membres du Parlement européen, a présenté son rapport au Parlement européen mercredi 29 janvier. Le rapport affirme que l'État tunisien est directement impliqué pour la première fois dans la « remise » de migrants irréguliers arrêtés, avec la possibilité qu'ils soient soumis à la traite des êtres humains.



DEPUIS LA FRONTIÈRE MEXICAINE, LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN À LA DÉFENSE MET EN GARDE LES MIGRANTS CONTRE UNE ARRESTATION

Le secrétaire américain à la Défense a annoncé, lors de l'inspection de ses forces déployées à la frontière mexicaine, que toutes les capacités disponibles seraient utilisées pour soutenir « la déportation et la détention des individus qui se trouvent illégalement dans notre pays », y compris la base américaine dans le golfe du Mexique. Hegseth a visité les forces déployées à la frontière pour lutter contre l'immigration illégale, à un moment où l'administration américaine met en œuvre une politique stricte contre l'immigration. Selon l'Agence France-Presse



LE PRÉSIDENT COLOMBIEN QUALIFIE LES POLITIQUES MIGRATOIRES DE TRUMP DE PRATIQUES FASCISTES



Dans une interview accordée samedi à une chaîne de télévision privée, Petro a confirmé que Trump considère chaque immigrant comme un criminel. Il a appelé à ne criminaliser aucun groupe de population dans son ensemble, expliquant que c'est exactement ce qui s'est passé en Allemagne en 1933, lorsqu'un groupe religieux a été criminalisé, et cela a abouti à l'extermination de six millions de personnes. Le président colombien a également critiqué le traitement dur des migrants aux États-Unis, soulignant que le problème ne concerne plus leurs documents.

BULGARIE : QUESTIONS SUR LE PROGRAMME DE RETOURS VOLONTAIRES DE FRONTEX

En mars 2023, la Commission européenne et les autorités bulgares ont annoncé le lancement d'un programme pilote visant à aider les migrants en Bulgarie, qui a officiellement rejoint l'espace Schengen le 1er janvier de la même année, à retourner volontairement dans leur pays. Le lancement du projet a coïncidé avec les préoccupations croissantes des observateurs et des experts qui ont exprimé leur inquiétude face aux violations continues des droits de l'homme en Bulgarie. De nombreux migrants ayant transité par la Bulgarie décrivent le pays comme un enfer, évoquant les violences policières, les vols et les expulsions forcées. Malgré ces circonstances, la Commission européenne a sélectionné en mars 2023 la Bulgarie et la Roumanie pour lancer ce projet pilote de soutien au retour volontaire des migrants.



UNE ÉTUDE RÉVÈLE UNE AUGMENTATION DU TAUX D'ÉDUCATION PARMIS LES MIGRANTS INTERNATIONAUX AU MAROC

Une étude récente a montré que plus de 50% des migrants internationaux au Maroc ont bénéficié d'une éducation dans des établissements d'enseignement marocains. L'étude a été menée dans le quartier Al-Hassani de Casablanca, qui est l'une des zones les plus attirant les immigrants vers le Royaume. L'étude a également révélé que l'arabe est la langue de communication la plus utilisée parmi les immigrants, plus de 40 % d'entre eux parlant couramment l'arabe parlé marocain. L'étude, préparée par le Centre démocratique germano-arabe et publiée dans le dernier numéro de la Revue arabe de traduction, s'intitule Les immigrants internationaux dans le pays d'accueil : entre les défis et les enjeux de l'intégration . Elle s'est appuyée sur un questionnaire de terrain ayant inclus un échantillon d'environ 70 immigrants internationaux originaires de la région étudiée, dans le but d'évaluer le degré d'intégration de ces immigrants dans la société marocaine.



LE PENTAGONE ARRÊTE 10 MIGRANTS À GUANTANAMO

Le ministère américain de la Défense (Pentagone) a annoncé l'arrivée de dix immigrants au camp de détention de Guantanamo Bay à Cuba, indiquant qu'ils représentent une menace majeure. La Maison Blanche a expliqué plus tard qu'ils appartenaient à un gang puissant. Le président Trump a également émis un ordre la semaine dernière visant à agrandir le centre de détention pour immigrants de Guantanamo Bay pour accueillir 30 000 immigrants illégaux. Le centre de détention a été créé en 2002 dans le cadre de la guerre contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre.



TUNISIE : UN PAYS DE TRANSIT NON SÉCURISÉ AVEC UNE BAISSÉ SIGNIFICATIVE DES FLUX MIGRATOIRES



L'annonce par les autorités tunisiennes d'une diminution du nombre de personnes arrivant dans le pays puis se déplaçant de ses côtes vers les côtes européennes a soulevé de nombreuses interrogations sur les raisons de cette baisse et sur la capacité de la Tunisie à contrôler les opérations migratoires irrégulières attendues. Le général de brigade Khaled Jarad, un responsable de la Garde nationale tunisienne, a révélé que les autorités ont réussi à contrecarrer les tentatives d'environ 80.000 migrants irréguliers en mer, tandis qu'environ 19.000 d'entre eux ont été enregistrés en train de traverser le territoire européen.

LA LIBYE ET L'UE DISCUTENT DE L'IMMIGRATION ILLÉGALE ET DE LA SÉCURITÉ DES FRONTIÈRES

Le ministère libyen de l'Intérieur et la Mission de l'Union européenne en Libye ont discuté de la question de l'immigration illégale et de la sécurité des frontières lors d'une réunion du comité technique chargé de suivre cette question, qui s'est tenue en présence de représentants des organisations internationales compétentes. Le ministère de l'Intérieur a expliqué hier dans un communiqué que la réunion a discuté de la stratégie nationale de lutte contre l'immigration illégale et de sécurité des frontières, qui met l'accent sur la sensibilisation aux dangers de l'immigration illégale, la réduction du nombre de migrants irréguliers et le développement des passages et zones frontaliers conformément aux normes internationales de gestion intégrée des frontières. Il a également été convenu de la nécessité de réglementer les travailleurs expatriés conformément à la législation libyenne en vigueur, en plus de discuter des moyens de renforcer la coopération et la coordination entre les deux parties pour garantir des solutions durables à cette question.

